



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 18 décembre 1998

APERÇU

◆ L'utilisation de la capacité descend encore d'un cran

L'utilisation de la capacité industrielle a fléchi au troisième trimestre, et ce pour un deuxième trimestre de suite. Ce recul est survenu en raison d'un accroissement de la capacité de production qui a amplifié l'effet d'une légère baisse de la production industrielle.

◆ Les recettes et les revenus agricoles subissent l'effet de la faiblesse des prix

Avec l'expansion des stocks mondiaux de céréales et la faiblesse des prix, les recettes monétaires agricoles ont diminué cette année. Cette baisse survient dans la foulée d'une chute de 53,4 % du revenu agricole net total de 1996 à 1997.

◆ Les ventes de voitures et de camions neufs régressent

En octobre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont subi un important recul dans la plupart des catégories et dans presque toutes les provinces.

◆ Chute de la valeur des permis de construction

La valeur totale des permis de construction a chuté en octobre dans la foulée d'une baisse de la valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle.

◆ Les travaux réalisés par les propriétaires gagnent en importance

En 1997, les dépenses des Canadiens au chapitre des réparations et des rénovations domiciliaires ont augmenté pour la première fois en trois ans. La hausse la plus importante des dépenses pour les matériaux de construction laisse supposer que plus de gens effectuent eux-mêmes leurs travaux.

◆ Les prix des logements neufs sont à la hausse

L'Indice des prix des logements neufs a augmenté en octobre. Cependant, en raison de divers facteurs de concurrence, les prix sont demeurés stables dans près de la moitié des villes visées par l'enquête.

◆ Dons de charité : moins de donateurs mais plus grande générosité

Un moins grand nombre de Canadiens ont fait des dons de charité en 1997, mais les montants versés étaient plus élevés.

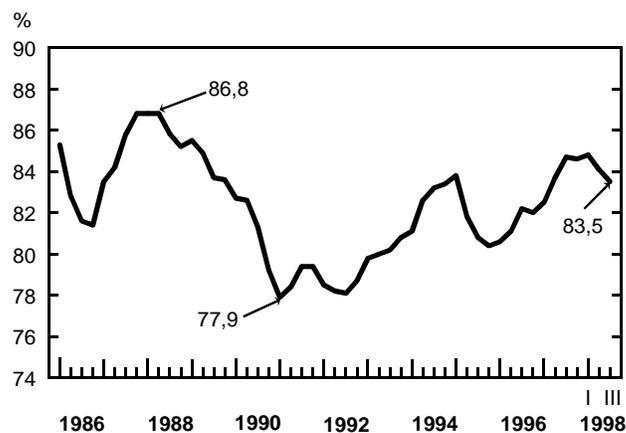
L'utilisation de la capacité descend encore d'un cran

Au troisième trimestre, les industries ont fonctionné à 83,5 % de leur capacité, en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. La croissance de la capacité de production, combinée au léger repli de la production industrielle, a fait diminuer le taux d'utilisation de la capacité, lequel est en baisse pour un deuxième trimestre d'affilée. Les investissements en capital des industries ont fortement augmenté ces dernières années. En 1998, les entreprises ont déclaré qu'elles prévoient dépenser près de 50 milliards de dollars, en hausse de 5,6 % par rapport à 1997.

Les fabricants ont réduit leur taux d'utilisation de la capacité de 0,5 point pour un deuxième trimestre de suite, lequel s'est établi à 85,3 %. La production manufacturière s'est maintenue à son niveau du deuxième trimestre en raison des grèves qui ont touché les industries de l'automobile et des pâtes et papiers. Sur les 22 groupes que comptent les industries manufacturières, 12 ont accru leur taux d'utilisation. La production manufacturière pourrait augmenter pendant le reste de 1998 grâce au retour de la production de l'industrie de l'automobile à des niveaux plus normaux en septembre.

Dans le secteur des transports, la production est demeurée au ralenti tout au long du troisième trimestre malgré la fin de la grève en juillet chez General Motors aux États-Unis, qui avait entraîné

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



(suite à la page 2)



... L'utilisation de la capacité descend encore d'un cran

des fermetures d'usines canadiennes. La capacité de production a aussi augmenté, si bien que le taux d'utilisation de la capacité a chuté de 2,1 points pour se fixer à 79,6 %. Les conflits de travail se sont aussi répercutés sur la production de l'industrie du papier et des produits connexes. Septembre a marqué le quatrième mois d'une grève qui a touché plusieurs usines. Le taux d'utilisation de la capacité n'était plus que de 88,3 %, après un recul de 2,6 points. L'industrie de la machinerie a aussi connu une baisse de production au troisième trimestre, qui a coïncidé avec une croissance de la capacité de production (- 6,1 points, à 78,5 %). Les fabricants de produits chimiques ont réduit leur taux d'utilisation de la capacité de 1,2 point, pour le ramener à 88,6 %, un légère progression de la production ayant été facilement résorbée par un accroissement de la capacité.

Sur une note plus positive, les producteurs de machines de bureau et d'ordinateurs ont contribué à une hausse de la production dans l'industrie des produits électriques et électroniques. L'utilisation de la capacité a augmenté de 2,4 points et a atteint 95,2 %, ce qui constitue un sommet historique pour ce secteur. L'industrie du bois a profité d'une vigoureuse activité de la construction résidentielle aux États-Unis. Le taux d'utilisation de la capacité a crû de 1,6 point et a atteint 86,2 %. Les distilleries et les brasseries ont été les principales responsables de l'accroissement de la production dans l'industrie des boissons, où le taux d'utilisation de la capacité a avancé de 1,7 point et a atteint 87,9 %. À 98,5 %, l'industrie des produits en caoutchouc a atteint un nouveau sommet historique au troisième trimestre.

Les taux d'utilisation de la capacité ont fléchi dans toutes les industries non manufacturières au troisième trimestre, sauf dans les réseaux d'énergie électrique et les réseaux de distribution du gaz. L'utilisation de la capacité a augmenté de 2,0 points et a atteint 87,6 % dans les réseaux d'énergie électrique, où la production a crû, notamment sous l'effet de la hausse de la demande de clients américains en août. Dans les réseaux de distribution du gaz, l'augmentation de la production a fait avancer l'utilisation de la capacité de 2,7 points, ce qui l'a portée à 68,3 %.

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une industrie est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une industrie à partir des mesures de son stock de capital. En outre, depuis 1987, des enquêtes sont menées auprès des entreprises pour obtenir leurs estimations de l'utilisation annuelle de la capacité, afin de produire des mesures industrielles découlant de l'enquête. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relatives à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux tirés de l'enquête servent à ancrer les séries trimestrielles calculées et à s'assurer qu'elles reflètent ces modifications.

La faiblesse des prix des marchandises a continué de contribuer à la baisse de la production des mines et à la réduction des activités de forage et d'exploration pour le pétrole et le gaz. Par conséquent, l'utilisation de la capacité dans l'industrie des mines et des carrières a fléchi de 4,7 points, pour tomber à 76,5 %, alors qu'elle s'est repliée de 1,4 point, à 75,2 %, dans celle du pétrole brut et du gaz naturel. La baisse de production dans l'industrie de la construction s'explique surtout par les grèves qui ont eu lieu dans plusieurs métiers du secteur de la construction résidentielle. Un repli de 0,9 point a ramené l'utilisation de la capacité à 83,8 %. Dans l'industrie de l'abattage des arbres et de l'exploitation forestière, la production a baissé pour un troisième trimestre de suite, l'utilisation de la capacité n'étant plus que de 74,6 %, en baisse de 3,7 points.

Données stockées dans CANSIM : matrice 3140.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

Les recettes et les revenus agricoles subissent l'effet de la faiblesse des prix

Les recettes monétaires agricoles ont diminué cette année en raison de l'augmentation des stocks mondiaux de céréales et de la faiblesse des prix. Si l'on considère seulement le troisième trimestre, les recettes totales découlant des cultures se sont inscrites à 3,2 milliards de dollars, un chiffre de beaucoup inférieur (- 9,2 %) à celui obtenu au même trimestre il y a un an. Au cours des neuf premiers mois de 1998, les agriculteurs ont vendu pour 21,6 milliards de dollars de produits agricoles, en baisse de 2,6 % par rapport à la même période en 1997.

Si les recettes monétaires agricoles continuent de baisser en 1998, ce à quoi on peut s'attendre en raison des prix actuels, le revenu net comptant cette année sera beaucoup moindre. En 1997, le revenu net comptant des entreprises agricoles a augmenté de 4,9 % par rapport à 1996, atteignant un montant record de 6,8 milliards de dollars (soit un montant record de 29,6 milliards de dollars de recettes monétaires moins 22,8 milliards de dollars de dépenses d'exploitation).

Cependant, plusieurs grandes dépenses ont augmenté au cours des années 1990. Les agriculteurs ont versé 2,8 milliards de dollars en salaires en 1997, un chiffre en hausse de 35,4 % par rapport à 1990. Les coûts pour les machines, comme le combustible et les réparations, se sont accrus de 26,9 %. Les dépenses pour le bétail, comme le fourrage, les achats de bétail et les frais de vétérinaire, ont fait un bond de 46,8 %, alors que les dépenses directement associées aux cultures, comme l'assurance-récolte, les pesticides, les engrais et les semences, ont grimpé de 57,3 %. En outre, au troisième trimestre de cette année, les frais d'intérêt non hypothécaire se sont élevés de 25,2 % si on les compare à leur niveau d'il y a un an.

La situation financière des agriculteurs était beaucoup plus sombre du point de vue du revenu agricole net total (voir la note aux lecteurs). Le revenu net total a diminué de plus de la moitié, passant d'un peu plus de 4,3 milliards de dollars en 1996 à 2,0 milliards de dollars en 1997. Cette baisse peut être attribuable à une chute de 16,0 % des stocks des principales céréales et graines oléagineuses au 31 décembre. Les stocks de bovins ont également

(suite à la page 3)

... Les recettes et les revenus agricoles subissent l'effet de la faiblesse des prix

fléchi, car ce secteur est en voie de contraction depuis deux ans. L'amortissement a également augmenté en 1997. Des producteurs ont fait des achats considérables de machines et de matériel au cours des quatre années précédentes, de sorte qu'il y a eu une hausse de 32,0 % des frais d'amortissement au cours de la présente décennie.

En ce qui concerne les recettes, la baisse la plus marquée pour la période de janvier à septembre 1998 s'est produite dans les cultures (- 4,2 % par rapport à il y a un an, à 10,2 milliards de dollars), qui ont été particulièrement touchées par l'abondance sur les marchés mondiaux. Les recettes tirées des céréales fourragères ont également dégringolé : les recettes tirées de l'orge ont reculé de 28,7 % et celles pour le maïs ont chuté de 25,0 % vu la baisse des ventes et des prix. L'abondance de céréales fourragères dans le monde, conséquence de récoltes surabondantes de maïs aux États-Unis, a exercé des pressions à la baisse sur les prix depuis deux ans. Par ailleurs, les recettes pour le bétail ont légèrement fléchi (- 1,3 %, à 10,7 milliards de dollars), tandis que les paiements directs aux agriculteurs en vertu de programmes sont restés pratiquement inchangés à 727 millions de dollars. La hausse des paiements en vertu des programmes de stabilisation fédéraux et provinciaux a annulé de fortes baisses des paiements d'assurance-récolte et d'autres paiements. Les paiements annuels en vertu de programmes ont atteint leur sommet de 3,8 milliards de dollars en 1992.

Recettes monétaires agricoles

	Janv.-sept. 1997 à janv.-sept. 1998	Juill.-sept. 1997 à juill.-sept. 1998
	Variation en %	
Canada	- 2,6	- 5,5
Terre-Neuve	3,8	5,3
Île-du-Prince-Édouard	19,5	9,5
Nouvelle-Écosse	3,0	5,1
Nouveau-Brunswick	9,9	11,5
Québec	- 0,7	- 5,7
Ontario	1,1	5,1
Manitoba	- 6,7	- 5,0
Saskatchewan	- 9,0	- 22,0
Alberta	- 2,9	- 4,5
Colombie-Britannique	2,1	3,7
Tout le blé	- 22,0	- 40,3
Blé sauf le blé dur ¹	- 30,4	- 45,5
Blé dur ¹	9,8	- 21,3
Orge ¹	- 28,7	- 48,8
Canola	43,1	61,0
Soya	2,3	16,0
Maïs	- 25,0	- 29,7
Autres céréales et oléagineux	- 11,7	6,1
Autres cultures	7,1	7,6
Total, cultures	- 4,2	- 9,2
Bovins et veaux	7,0	9,3
Porcs	- 21,6	- 26,1
Produits laitiers	3,5	6,5
Volaille	2,3	--
Autre bétail	- 3,8	- 10,2
Total, bétail	- 1,3	- 1,4
Total, paiements	- 0,1	- 14,1

1. Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

-- Nombre infime.

Note aux lecteurs

Les recettes monétaires agricoles mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes des productions végétales et animales (sauf les ventes entre les entreprises agricoles d'une même province) et les paiements effectués en vertu de programmes. Elles comprennent aussi les paiements de la Commission canadienne du blé et de l'Office de commercialisation des producteurs de blé de l'Ontario ainsi que les recettes différées de la vente de céréales.

Le revenu net comptant des entreprises agricoles représente les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation. Il représente le montant en espèces qui provient de l'entreprise agricole et qui peut être utilisé pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Le revenu net total est le revenu net comptant redressé pour tenir compte de la valeur de la variation des stocks, de l'amortissement et du revenu en nature. Il représente le rendement obtenu par le propriétaire pour les investissements, la main-d'œuvre non rémunérée, la gestion et le risque. Le revenu net total représente la production économique agricole pendant l'année où les biens agricoles ont été produits.

La contraction des revenus tirés des cultures a touché de manière particulièrement forte les agriculteurs des trois provinces des Prairies. Au cours des neuf premiers mois de 1998, les recettes monétaires agricoles totales ont baissé de 6,7 % au Manitoba, de 9,0 % en Saskatchewan et de 2,9 % en Alberta. En Ontario, qui dépend moins que les Prairies des recettes tirées des céréales, les recettes monétaires ont augmenté de 1,1 %. Les recettes monétaires agricoles totales ont monté en flèche au cours des années 1990, pour atteindre un sommet de 29,6 milliards de dollars en 1997, en hausse de 34,9 % par rapport à 1990. Cette année toutefois, les prix des produits pour la plupart des grandes cultures et pour le bétail se sont maintenus à de faibles niveaux, et depuis peu, les prix des graines oléagineuses ont commencé à baisser. Il faut cependant mentionner que certaines cultures spéciales et les secteurs régis par la gestion de l'offre, comme les produits laitiers, la volaille et les œufs, n'ont pas été touchés par la faiblesse des prix.

Les marchés mondiaux ont eu une forte incidence sur les recettes tirées des cultures au Canada au cours de 1998, surtout pour les principales céréales comme le blé, l'orge et le maïs. La baisse des recettes du blé en particulier explique en grande partie la diminution des recettes tirées des cultures jusqu'à maintenant cette année. De janvier à septembre 1998, les recettes des agriculteurs provenant de la vente de blé se sont élevées à 2,6 milliards de dollars, en baisse de 22,0 % par rapport à la même période en 1997. La hausse des ventes de blé dur, lequel sert à la fabrication de produits comme les pâtes alimentaires, n'a pu compenser la chute des recettes du blé servant à la fabrication du pain.

Les stocks mondiaux de blé augmentent depuis deux ans parce que la production a dépassé la demande : les stocks sont passés de 106 millions de tonnes en 1996 à 134 millions de tonnes en 1998. Ces stocks devraient se comprimer au cours de la campagne agricole de 1998-1999. Il s'ensuit que le prix initial du blé de printemps de la Commission canadienne du blé pour 1998-1999, lequel est entré en vigueur le 1^{er} août, était de 130 \$ la tonne pour

(suite à la page 4)

... Les recettes et les revenus agricoles subissent l'effet de la faiblesse des prix

la catégorie supérieure par rapport à 172 \$ la tonne à la fin de la campagne agricole précédente. En particulier, le prix initial du blé dur (135 \$) a été réduit de près de moitié cette année. (Le prix du blé a atteint son sommet en 1995-1996 lorsque le prix initial était de 246 \$.) La situation est un peu plus favorable pour les graines oléagineuses malgré la faiblesse récente du prix du canola.

Dans l'ensemble, la baisse des recettes a été moins prononcée dans le secteur du bétail. Au cours du troisième trimestre de 1998, les agriculteurs ont touché 3,6 milliards de dollars de la vente de bétail et de produits, un chiffre en baisse de 1,4 % par rapport au même trimestre en 1997. De janvier à septembre, les recettes se sont accrues pour les bovins, la volaille et le lait. Les producteurs de porc ont toutefois été fortement touchés au cours des neuf

premiers mois de l'année (- 21,6 %) malgré une hausse des ventes. La faiblesse des prix a eu des répercussions importantes. Par ailleurs, de janvier à septembre, le secteur du porc a poursuivi son expansion malgré une baisse moyenne de 27,6 % des prix par rapport à la même période en 1997.

Données stockées dans CANSIM : matrices 171, 172, 208 à 215, 225, 244, 263 à 272, 3571 à 3603 et 5678.

Le numéro de janvier à septembre 1998 de **Recettes monétaires agricoles** (21-001-XIB, 15 \$ / 48 \$) est maintenant en vente sur Internet à l'adresse www.statcan.ca. Le supplément de la publication **Statistiques économiques agricoles** (21-603-UPF, numéro 98-002, 26 \$ / 52 \$) paraîtra en janvier 1999. Pour plus de renseignements, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-6357 (courriel : beaulma@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Les ventes de voitures et de camions neufs régressent

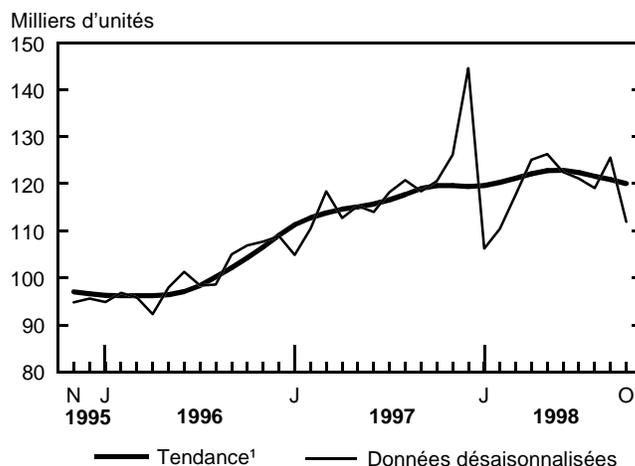
Les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 10,9 % en octobre, à la suite du retrait des incitatifs et de la faiblesse des prix des marchandises, laquelle aurait particulièrement touché les provinces de l'Ouest. Le recul d'octobre survient après une augmentation de 5,5 % en septembre, la seule hausse des ventes de véhicules automobiles depuis mai. Par rapport à octobre 1997, 7,2 % moins de véhicules ont été vendus. Après avoir progressé au début de l'année, les ventes de véhicules automobiles neufs ont généralement régressé depuis l'été 1998.

En octobre, les ventes de voitures neuves construites par les trois Grands ont chuté de 12,5 % pour descendre à 30 383 unités, ce qui a annulé la hausse de 11,6 % de septembre. Selon des sources de l'industrie, les ventes de septembre ont été stimulées par de vigoureux incitatifs dont l'offre a été interrompue en octobre. Les ventes d'octobre des trois Grands étaient en baisse de 11,2 % par rapport à celles du même mois de l'an dernier.

Les ventes de voitures neuves ont fléchi de 10,6 % en octobre, tombant à 56 012 unités. Comparativement à octobre 1997, les ventes accusaient un retard de 5,4 %. De façon générale, les ventes de voitures neuves sont en baisse depuis l'été dernier. De leur côté, les ventes de camions neufs ont diminué de 11,3 % en octobre, se chiffrant à 55 864 unités. Cela fait suite à une solide augmentation de 9,1 % en septembre. Mis à part le net recul des ventes de camions neufs en janvier 1998, celles-ci ont enregistré en octobre leur plus fort recul mensuel depuis janvier 1993. En octobre, elles étaient de 9,0 % plus faibles qu'en octobre 1997. Les ventes de camions neufs sont restées généralement stables depuis la fin de 1997.

Les ventes de voitures neuves construites en Amérique du Nord ont chuté de 14,1 % en octobre, pour s'établir à 43 116 unités, et de 12,8 % par rapport à leur niveau du même mois de l'an dernier. Il s'agit de la deuxième baisse mensuelle en importance en 1998. Cette année, les ventes mensuelles de voitures construites en Amérique du Nord n'ont pas suivi le rythme des niveaux de vente de l'an dernier. En effet, les ventes pour les 10 premiers mois de l'année étaient de 7,8 % plus faibles par rapport à la même période en 1997. Les ventes de voitures neuves construites à l'étranger sont pratiquement les seules à avoir évolué de façon positive, augmentant de 3,5 % en octobre pour atteindre 12 895 unités.

Ventes de véhicules automobiles neufs



1. La tendance à court terme représente une moyenne mobile des données.

Les ventes d'octobre ont dépassé de 32,7 % le volume du même mois de l'an dernier. En outre, les ventes de voitures construites à l'étranger depuis le début de l'année étaient en avance de 42,7 % sur celles des 10 premiers mois de 1997. Les ventes de ce type de voitures n'ont pas cessé d'augmenter depuis l'automne 1996.

Les ventes non désaisonnalisées de véhicules automobiles neufs d'octobre 1997 à octobre 1998 se sont repliées dans la plupart des provinces. Les concessionnaires ont subi des reculs supérieurs à 10 % en Saskatchewan (- 23,6 %), au Manitoba (- 20,8 %), en Alberta (- 15,1 %) et en Colombie-Britannique (- 13,7 %). Seule Terre-Neuve a enregistré une légère progression (+ 1,1 %). En ce qui concerne les ventes de voitures neuves, elles ont diminué dans toutes les provinces sauf à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 6,5 %). Les baisses les plus importantes ont été notées en Saskatchewan (- 26,0 %), au Manitoba (- 20,3 %) et en Colombie-Britannique (- 17,6 %). Les ventes de camions neufs ont pour leur part fléchi dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve (+ 5,3 %).

(suite à la page 5)

... Les ventes de voitures et de camions neufs régressent

Les concessionnaires de la Saskatchewan (- 22,4 %), du Manitoba (- 21,1 %), de l'Alberta (- 18,1 %), du Nouveau-Brunswick (- 12,9 %) et de la Colombie-Britannique (- 11,0 %) ont connu les baisses les plus marquées.

Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

Le numéro d'octobre 1998 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) sera disponible bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 (courriel : logener@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 877 421-3067, Division de la statistique du commerce.

Note aux lecteurs

On entend par voitures particulières les voitures utilisées à des fins personnelles ou servant à des fins commerciales (par exemple les taxis et les voitures de location). Les camions comprennent les mini-fourgonnettes, les fourgonnettes, les véhicules d'utilité sportive, les camions légers et lourds, les autocars et les autobus.

Les trois grands constructeurs de véhicules automobiles (General Motors, Ford et Chrysler) peuvent aussi bien vendre des véhicules automobiles neufs construits en Amérique du Nord qu'à l'étranger (véhicules importés).

Pour des raisons de confidentialité, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont inclus dans la Colombie-Britannique. À moins d'indication contraire, toutes les données sont désaisonnalisées.

Chute de la valeur des permis de construction

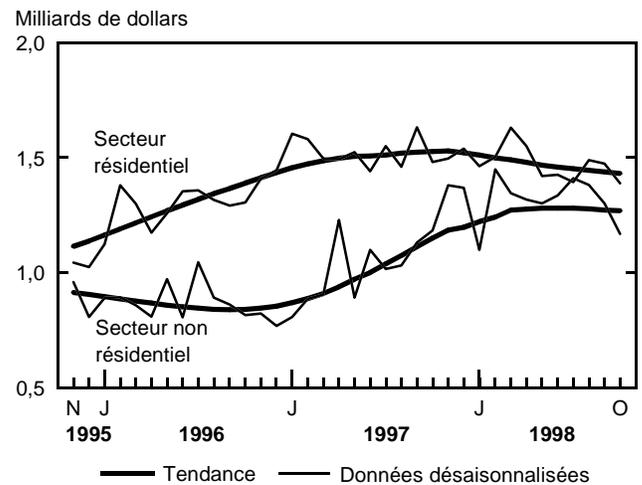
Les municipalités ont délivré pour 1,4 milliard de dollars de permis de construction résidentielle en octobre, en baisse de 5,8 % par rapport à septembre. Il s'agit du niveau le plus bas des projets de construction résidentielle depuis octobre 1996. Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a dégringolé de 10,2 %, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. La baisse des projets de construction commerciale et institutionnelle a plus que neutralisé la hausse de la composante industrielle, de sorte que le secteur non résidentiel a connu une troisième baisse mensuelle d'affilée.

Les composantes unifamiliale et multifamiliale ont toutes deux contribué au recul du mois d'octobre dans le secteur résidentiel. La valeur des permis de construction multifamiliale a chuté de 20,2 % pour passer à 323 millions de dollars, ce qui représente le niveau le plus bas depuis avril 1996. La composante unifamiliale a accusé une plus modeste diminution (- 0,4 %), s'établissant à 1,1 milliard de dollars. La composante multifamiliale affiche de fortes fluctuations mensuelles en raison de grands projets individuels. Depuis le début de l'année, le secteur résidentiel connaît un ralentissement de ses activités, conséquence de la baisse des projets de construction de logements unifamiliaux, qui représentent environ 70 % de ce secteur. Ainsi, au cours des 10 premiers mois de 1998, les municipalités ont délivré pour 10,6 milliards de dollars de permis de construction unifamiliale, en baisse de 4,4 % par rapport à 1997. Par contre, la valeur des permis de construction multifamiliale a seulement fléchi de 0,8 %, s'établissant à 4,1 milliards de dollars.

À l'échelle provinciale, les plus fortes augmentations de la valeur des permis de construction en octobre se sont produites au Québec et au Manitoba. Les baisses les plus marquées ont été enregistrées en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans cette province, la valeur des permis a chuté de 34,2 % par rapport à octobre 1997 et est donc descendue à son plus bas niveau depuis décembre 1990.

Bien que l'activité dans le secteur non résidentiel ait diminué de façon appréciable au cours des trois derniers mois, la valeur totale des permis de construction a tout de même atteint 13,1 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 1998, en hausse de 28,8 % par rapport à la même période en 1997. Il

Valeur des permis de construction



s'agit du meilleur rendement s'échelonnant sur les 10 premiers mois d'une année depuis 1989. La composante industrielle a été la seule à afficher une hausse en octobre (+ 16,2 %, à 356 millions de dollars). La majeure partie de ce regain d'activité était attribuable à de grands projets dans la catégorie des services publics et du transport. La composante commerciale s'est repliée pour un deuxième mois d'affilée en octobre (- 14,8 %, à 602 millions de dollars). La majeure partie de cette baisse était le reflet d'un recul des projets de construction d'immeubles abritant des entreprises de ventes et de services et d'immeubles de bureaux. La composante institutionnelle a affiché la plus forte diminution (- 27,0 %, à 211 millions de dollars). Cette chute est imputable aux ralentissements des projets de construction d'immeubles de soins de santé et gouvernementaux.

Dans le secteur non résidentiel, la composante commerciale a été la principale responsable des baisses mensuelles observées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique en octobre. L'Alberta a pour sa part enregistré une forte augmentation reflétant la progression importante des projets de construction industrielle. En Saskatchewan, la valeur des permis de construction non résidentielle a plus que doublé, l'activité dans les trois composantes s'étant accrue.

(suite à la page 6)

... Chute de la valeur des permis de construction

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro d'octobre 1998 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$/186 \$) est maintenant en vente sur Internet à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca) ou avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (courriel : gervgin@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des projets de construction ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueduc, égouts, ouvrages de drainage, etc.) ni ceux associés au terrain. À moins d'indication contraire, les données sont désaisonnalisées.

Permis de construction¹, octobre 1998

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 554,1	- 7,9	1 388,5	- 5,8	1 168,6	- 10,2
Terre-Neuve	22,5	39,9	8,9	- 2,3	13,6	94,8
Île-du-Prince-Édouard	12,1	- 26,3	5,9	40,8	6,2	- 49,1
Nouvelle-Écosse	54,9	8,3	29,1	- 13,9	25,8	52,9
Nouveau-Brunswick	37,4	- 7,5	17,9	- 11,8	19,5	- 3,2
Québec	415,0	- 18,8	241,7	6,1	173,3	- 38,9
Ontario	1 058,1	- 10,5	613,1	- 6,0	445,0	- 16,1
Manitoba	96,0	- 10,8	36,9	15,0	59,0	- 21,8
Saskatchewan	77,0	36,0	21,8	- 26,0	55,2	103,6
Alberta	455,8	7,7	234,8	- 10,3	221,0	36,8
Colombie-Britannique	318,2	- 12,8	173,6	- 13,1	144,7	- 12,3
Yukon	3,0	5,2	1,5	- 20,7	1,5	53,4
Territoires du Nord-Ouest	7,1	159,4	3,3	109,5	3,8	227,2

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Les travaux réalisés par les propriétaires gagnent en importance

Pour la première fois depuis 1994, les dépenses des Canadiens au chapitre des réparations et des rénovations domiciliaires ont augmenté en 1997. Les 7,5 millions de propriétaires-occupants au pays ont dépensé en tout 12,8 milliards de dollars pour améliorer et entretenir leur maison, en hausse de 7,3 % par rapport à 1996. Ils ont dépensé en moyenne 1 712 \$, soit 95 \$ de plus qu'en 1996, mais ce montant demeure considérablement inférieur à celui de 2 197 \$ atteint en 1989.

Les dépenses ont augmenté plus rapidement pour les matériaux de construction que pour les travaux effectués par des entrepreneurs, ce qui laisse supposer que les travaux réalisés par les propriétaires eux-mêmes gagnent en importance. Ces derniers ont néanmoins consacré en moyenne environ 6 \$ sur 10 \$ de leur budget de réparation et de rénovation à des travaux donnés à contrat. En moyenne, les propriétaires-occupants ont dépensé 1 056 \$ (+ 2,5 % par rapport à 1996) pour les travaux donnés à contrat en 1997, contre 655 \$ (+ 11,6 %) en matériaux de construction. Ceux qui vivent dans les centres urbains ont consacré les deux tiers de leur budget de réparation et de rénovation aux travaux effectués par des entrepreneurs, alors que ceux des régions rurales ont alloué la moitié de leur budget à ce genre de travaux.

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants ont été recueillies auprès d'un échantillon d'environ 20 300 propriétaires-occupants, qui représente environ 70 % du marché total de la rénovation domiciliaire. Un travail à contrat est un travail effectué par un entrepreneur (incluant la main-d'œuvre et les matériaux) et/ou un travail qui inclut le coût de la main-d'œuvre rémunérée. Les matériaux de construction comprennent tous les articles achetés par le propriétaire. Toutes les données présentées ici sont en dollars courants.

Cette hausse plus importante des dépenses pour les matériaux de construction pourrait être le résultat d'un certain nombre de facteurs, incluant la situation du marché de l'immobilier. Selon l'Association canadienne de l'immeuble, les reventes ont augmenté de 3 % en 1997, alors que la construction de maisons neuves a connu une hausse de 18 %, d'après la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les propriétaires-occupants qui déménagent ont tendance à effectuer certaines améliorations pour adapter leur maison à leurs besoins.

Les propriétaires de maisons individuelles ont prédominé dans le marché des rénovations en 1997, effectuant 86 % des dépenses totales de 12,8 milliards de dollars et dépensant en moyenne

(suite à la page 7)

... Les travaux réalisés par les propriétaires gagnent en importance

1 821 \$. À titre de comparaison, les personnes occupant un appartement ont dépensé en moyenne 934 \$, tandis que les propriétaires d'autres types de logement, comme des maisons en rangée, ont dépensé 1 365 \$.

Les propriétaires-occupants ont consacré le plus d'argent (642 \$ en moyenne) aux rénovations et aux modifications, qui incluent la rénovation de pièces telles que la salle de bain et la cuisine, l'amélioration des portes et fenêtres et l'ajout de gouttières. Ils ont consacré le moins d'argent (102 \$ en moyenne) aux nouvelles installations, comme l'installation d'appareils électriques et de plomberie, d'appareils de chauffage et de climatisation et la pose de moquette.

Dépenses des propriétaires-occupants au chapitre des réparations et des rénovations, 1997

	Dépenses moyennes	Travaux à contrat	Matériaux
Canada	1 712	1 056	655
Terre-Neuve	1 451	487	964
Île-du-Prince-Édouard	1 599	989	610
Nouvelle-Écosse	1 527	894	633
Nouveau-Brunswick	1 303	755	547
Québec	1 625	844	781
Ontario	1 814	1 270	544
Manitoba	1 377	776	601
Saskatchewan	1 567	874	693
Alberta	1 756	1 092	664
Colombie-Britannique	1 863	1 130	732

Ce sont les propriétaires-occupants du groupe d'âge des 35 à 44 ans qui ont consacré le montant moyen le plus élevé (2 077 \$) aux réparations et aux rénovations domiciliaires. Cela vient peut-être du fait qu'ils rénovent pour répondre aux besoins de leur famille qui prend de l'expansion. Le groupe d'âge des 45 à 54 ans suivait de près, ayant consacré 1 927 \$ en moyenne. En comparaison, ceux âgés de 65 ans et plus ont dépensé en moyenne 1 110 \$ seulement, les trois quarts de cette somme ayant été allouée aux travaux effectués par des entrepreneurs.

Les propriétaires-occupants de la Colombie-Britannique ont consacré le montant le plus élevé en moyenne à des travaux de réparation et de rénovation en 1997, suivis de près par ceux de l'Ontario. Les propriétaires-occupants du Nouveau-Brunswick sont ceux qui ont dépensé le moins à ce chapitre. Les travaux réalisés par les propriétaires-occupants eux-mêmes ont représenté la part la plus importante du marché à Terre-Neuve, ceux-ci allouant 66 cents pour chaque dollar de réparation et de rénovation à l'achat de matériaux de construction. À l'opposé, ceux de l'Ontario ont consacré seulement 30 cents pour chaque dollar dépensé pour ce genre de travaux.

La publication *Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, 1997* (62-201-XPB) paraîtra en février 1999. Il est également possible d'obtenir des tableaux semi-personnalisés et personnalisés (62C0011). Les données semi-personnalisées sont présentées selon le niveau de dépenses, la province, la taille de la région de résidence, le type de logement, l'âge de la personne de référence et la période de construction. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec les Services aux clients au 1 888 297-7355 ou au (613) 951-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

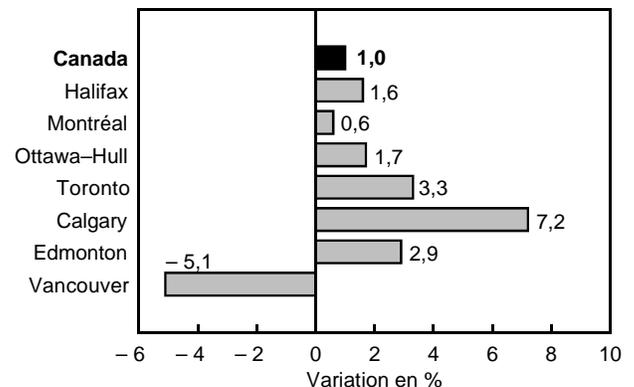
Les prix des logements neufs sont à la hausse

L'Indice des prix des logements neufs a augmenté de 1,0 % en octobre comparativement à octobre 1997. Cet indice, qui mesure les prix de vente des entrepreneurs de maisons neuves, s'est accru de 0,1 % de septembre à octobre. L'indice s'est inscrit à 100,2 en octobre (1992 = 100).

Les augmentations mensuelles les plus importantes ont été observées à Charlottetown (+ 1,0 %) et à London (+ 0,7 %), car certains entrepreneurs en construction résidentielle ont décidé d'inclure la hausse des coûts liés à la construction dans le prix de vente de leurs maisons neuves. Des augmentations moins fortes ont été notées dans plusieurs autres villes canadiennes. Toutefois, ces hausses ont été presque contrebalancées par la baisse enregistrée à Vancouver (- 0,6 %), ville qui possède un poids important dans l'indice. Il s'agissait du seul recul mensuel en octobre. Par ailleurs, 10 villes sur les 21 faisant partie de l'enquête n'ont montré aucune variation mensuelle. De façon générale, les entrepreneurs ont attribué cette stabilité des prix à divers facteurs de concurrence.

D'une année à l'autre, les mouvements ont varié considérablement parmi les villes visées par l'enquête. Le marché actif de Calgary (+ 7,2 %) a connu la plus grande progression annuelle. Les diminutions annuelles les plus fortes ont quant à elles été observées à Victoria (- 6,5 %) et à Vancouver (- 5,1 %), où le marché est encore très concurrentiel.

Indice des prix des logements neufs, octobre 1997 à octobre 1998



Données stockées dans CANSIM : matrice 9921.

Le numéro du quatrième trimestre de 1998 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007-XPB, 24 \$ / 79 \$) sera en vente en mars 1999. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louise Chainé au (613) 951-3350 (télécopieur : (613) 951-2848; courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix.

Dons de charité : moins de donateurs mais plus grande générosité

Un moins grand nombre de Canadiens ont fait des dons de charité en 1997, mais les montants versés étaient plus élevés. Ainsi, près de 5,3 millions de déclarants ont réclamé une déduction pour dons de charité dans leur déclaration de revenus de 1997, un chiffre en baisse de 3,1 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, ces personnes ont versé 4,3 milliards de dollars en dons de charité, un chiffre en hausse de 6,0 % par rapport à 1996.

La chute du nombre de donateurs est la plus importante enregistrée au cours de la décennie, alors que la hausse du montant des dons est la deuxième en importance. Une partie de l'augmentation des montants versés pourrait être attribuable à la nouvelle majoration de la limite de déduction (75 % du revenu net, comparativement à la limite précédente de 50 %) permise par Revenu Canada depuis l'année d'imposition 1997.

Au cours de la majeure partie de la décennie, le nombre de donateurs et le montant de leurs dons sont tous deux demeurés relativement stables à environ 5,4 millions et à environ 3,5 milliards de dollars respectivement. En 1996, le montant des dons a cependant connu une hausse de 11 % pour s'établir à un peu plus de 4 milliards de dollars.

En regard de 1996, le nombre de déclarants ayant réclamé une déduction pour dons de charité a augmenté seulement en Alberta et au Yukon. C'est au Québec que la baisse du nombre de donateurs a été la plus considérable (- 8,0 %, à 1,2 milliard de donateurs). Par contre, le montant versé a augmenté dans six provinces, soit la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario. Dans cette dernière province, le montant des dons de charité s'est accru de 9,9 % pour atteindre près de 2,0 milliards de dollars, proportion qui correspond à l'augmentation la plus forte parmi les provinces.

Le don médian, la valeur centrale où la moitié des montants lui sont supérieurs et l'autre moitié lui sont inférieurs, était de 170 \$ en 1997. Les donateurs de Terre-Neuve ont une fois de plus enregistré le don médian le plus élevé (270 \$), bien qu'ils aient

Note aux lecteurs

Seuls les dons versés aux organismes agréés qui offrent des reçus officiels sont admissibles à des déductions. Il est possible de reporter des dons de charité sur les cinq années suivant l'année où ils ont été versés. Les dons de charité déclarés en 1997 peuvent donc comprendre des dons versés au cours des cinq dernières années, mais qui n'ont été réclamés qu'en 1997. Selon le droit fiscal, les déclarants peuvent réclamer à la fois leurs dons de charité et ceux de leur conjoint afin d'obtenir de meilleurs avantages fiscaux. Par conséquent, le nombre de personnes qui versent des dons de charité pourrait être plus élevé que le nombre de personnes qui déclarent des dons de charité.

Tous les montants ont été corrigés en fonction de l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation.

affiché le revenu total médian le plus faible (27 900 \$). Les déclarants du Québec ont enregistré le don médian le moins élevé (100 \$) et un revenu total médian de 34 900 \$ chez les donateurs.

Les personnes qui versent des dons à des organismes de charité ont tendance à le faire plus tard au cours de leur vie. Environ 37 % des personnes de 65 ans et plus ont déclaré des dons de charité en 1997, comparativement à seulement 18,8 % des personnes âgées de 25 à 34 ans. La tendance à verser des dons de charité ainsi que le montant des dons augmentent avec l'âge. Les déclarants de 65 ans et plus ont versé un total de plus de 1,4 milliard de dollars, comparativement à 310,1 millions de dollars chez les personnes âgées de 25 à 34 ans.

La banque de données sur les dons de charité (13C0014) fournit des renseignements au sujet des déclarants qui ont réclamé une déduction pour dons de charité dans leur déclaration de revenus de 1997. La banque est disponible pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères des codes postaux) et les itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.

Donateurs et dons de charité, 1997

	Donateurs			Dons de charité	
	Déclarants	Nombre	1996 à 1997	Montant	1996 à 1997
	%		Variation en %	Milliers de dollars	Variation en %
Canada	25,7	5 285 560	- 3,1	4 273 085	6,0
Terre-Neuve	21,2	80 310	- 5,4	49 343	- 3,8
Île-du-Prince-Édouard	27,8 26 160	- 5,8 18 061	- 0,6		
Nouvelle-Écosse	24,5	154 850	- 5,3	107 727	2,6
Nouveau-Brunswick	23,5	123 320	- 5,7	99 072	- 0,3
Québec	23,0	1 183 330	- 8,0	471 157	- 3,3
Ontario	28,1	2 154 150	- 1,6	1 989 245	9,9
Manitoba	29,6	231 870	- 1,5	203 040	5,0
Saskatchewan	27,9	190 420	- 1,8	171 261	3,6
Alberta	25,9	501 550	0,4	518 176	5,7
Colombie-Britannique	20,0	630 840	- 0,2	639 349	5,5
Yukon	19,3	3 660	1,7	2 704	- 2,3
Territoires du Nord-Ouest	14,2	5 120	- 3,8	3 950	- 7,8

Nouveautés de Statistique Canada



Produits livrés par les fabricants canadiens 1996

L'édition 1996 de la publication *Produits livrés par les fabricants canadiens* présente une analyse des données sur les produits livrés par les fabricants (valeur et quantité) pour le Canada et les provinces en 1995 et en 1996. Les données, qui proviennent de l'Enquête annuelle sur les industries manufacturières, sont fondées sur la Classification type des biens et couvrent environ 93 % des livraisons totales des industries manufacturières.

La publication comporte également une étude spéciale intitulée « Stades de transformation et tendances économiques dans le secteur de la fabrication, 1988-1996 ». L'étude traite des tendances de la production manufacturière et compare les données canadiennes aux données américaines selon le stade de transformation pour la période allant de 1988 à 1996.

*La publication **Produits livrés par les fabricants canadiens, 1996** (31-211-XPB, 67 \$) est maintenant en vente. Un CD-ROM sur les produits livrés par les fabricants canadiens sera également disponible bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Bruno Pépin au (613) 951-3529 (télécopieur : 951-3522; courriel : manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.*

Existe-t-il des secteurs d'activité de haute technologie ou seulement des entreprises de haute technologie?

1996

Statistique Canada vient de publier une étude qui traite de ce que l'on entend par « haute technologie ». Les résultats de l'étude sont pertinents au débat actuel sur la nature de la nouvelle économie du savoir. Selon ces résultats, les entreprises qui acquièrent des compétences de pointe se retrouvent dans de nombreux secteurs d'activité, dont un bon nombre ne sont pas conformes aux notions populaires de haute technologie. En fait, ces nouvelles entreprises de pointe se retrouvent dans de nombreux secteurs de l'économie. Dans l'étude, on définit une entreprise de haute technologie comme une entreprise qui met l'accent sur l'innovation, l'utilisation de technologies de pointe ou les compétences de la main-d'œuvre. Cette définition s'écarte ainsi des définitions simplistes de la haute technologie, que l'on rattache souvent seulement aux dépenses engagées au chapitre de la recherche et du développement.

*L'étude intitulée **Existe-t-il des secteurs d'activité de haute technologie ou seulement des entreprises de haute technologie? Étude basée sur les nouvelles entreprises axées sur la technologie** est maintenant disponible. Pour en obtenir un exemplaire (5 \$), communiquez avec Louise Laurin au (613) 951-4676, Division de l'analyse microéconomique. Vous pouvez également consulter gratuitement le document sur Internet à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588 ou avec Guy Gellatly au (613) 951-3758, Division de l'analyse microéconomique.*

Nouveautés de Statistique Canada — fin



Tendances sociales canadiennes Hiver 1998

Le numéro d'hiver 1998 de *Tendances sociales canadiennes* présente les articles suivants : « Les langues autochtones du Canada », « Le remboursement des prêts étudiants », « Alphabétisme : La langue parlée fait-elle une différence? », « Compétences insuffisantes chez les jeunes » et « La tempête de verglas de 1998! ».

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

Le numéro d'hiver 1998 de Tendances sociales canadiennes (11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Susan Crompton au (613) 951-2556, Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

Portrait des communautés de langue officielle sur CD-ROM Recensement de 1996

Ce nouveau CD-ROM offre un profil démographique, culturel, linguistique et socioéconomique détaillé des communautés de langue française et anglaise au sein de quelque 6 000 villes et villages ainsi qu'à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires. Un tel profil portant sur les deux groupes de langue officielle constitue une première. On y propose un éventail de caractéristiques à l'échelle des régions géographiques mentionnées précédemment. Ces caractéristiques comprennent le groupe d'âge, la langue parlée à la maison, la connaissance des langues, l'état matrimonial, l'origine ethnique, la période d'immigration, la mobilité, la citoyenneté, le niveau de scolarité le plus élevé atteint, l'activité sur le marché du travail, la profession, le secteur d'activité et la répartition du revenu.

Les données présentées dans ce profil permettent d'effectuer une analyse basée sur toutes ces caractéristiques, tant à l'échelle locale que nationale, provinciale ou territoriale, et ce, pour chacun des groupes de langue officielle selon le sexe. Les statistiques sont tirées des données du Recensement de 1996. Les groupes linguistiques sont définis selon deux critères : la langue maternelle ou la première langue officielle parlée.

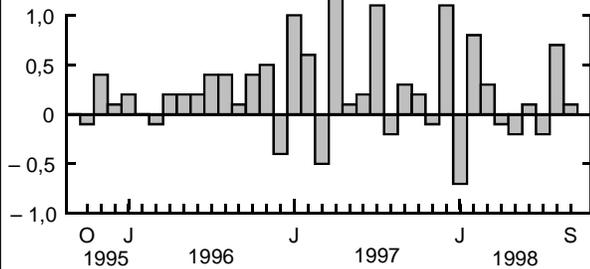
Le logiciel Beyond 20/20 est fourni avec ce CD-ROM. Il s'agit d'un logiciel puissant dont les fonctions de balayage permettent de chercher et de trier des données facilement et rapidement. Il permet également de copier des tableaux et des graphiques en vue de certaines applications Windows.

Le CD-ROM Portrait des communautés de langue officielle (94F0010XCB, 60 \$) est maintenant en vente. Ce CD-ROM fait partie de la série Dimensions. Pour commander, communiquez avec le centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Pierre Corbeil au (613) 951-2315 (courriel : corbjea@statcan.ca), Division de la démographie.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

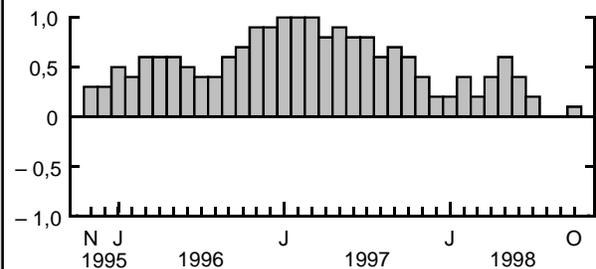
Variation mensuelle en %



L'activité économique a faiblement augmenté de 0,1 % en septembre. Cette légère hausse est survenue après la reprise de 0,7 % du mois d'août.

Indice composite

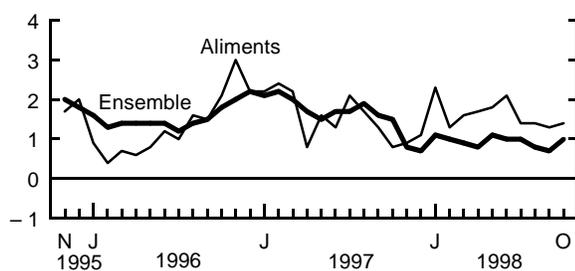
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a enregistré une légère progression de 0,1 % en octobre, après être demeuré stable au cours des deux mois précédents.

Indice des prix à la consommation

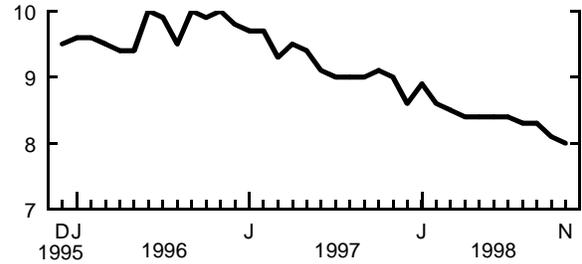
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en octobre 1998, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,4 %.

Taux de chômage

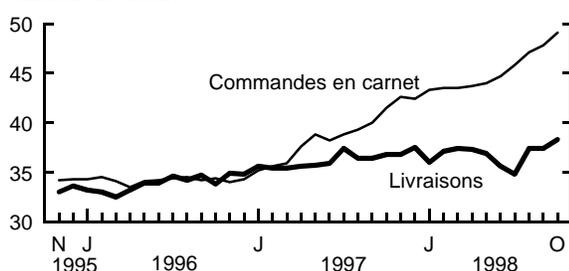
%



En novembre, le taux de chômage a légèrement diminué de 0,1 point de pourcentage, pour se fixer à 8,0 %.

Fabrication

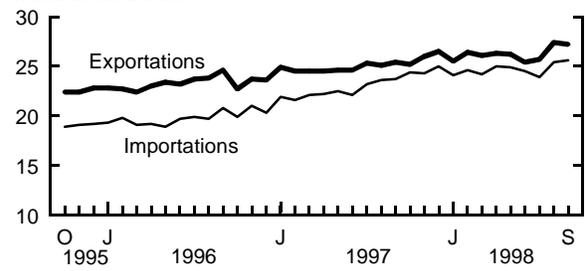
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 2,1 % en octobre, pour s'établir à 38,3 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a grimpé de 2,6 %, pour se fixer à 49,1 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En septembre, les exportations de marchandises ont légèrement reculé de 0,6 % par rapport à août, pour se fixer à 27,2 milliards de dollars. Les importations ont légèrement progressé de 0,4 %, pour s'établir à 25,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	septembre	719,2	0,1 %	2,1 %
Indice composite (1981 = 100)	octobre	207,3	0,1 %	3,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 1998	25,6	3,7 %	-9,1 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	3 ^e trim. de 1998	83,5	-0,6 †	-1,2 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	septembre	21,0	1,1 %	4,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	octobre*	111,9	-10,9 %	-7,2 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	novembre	14,54	0,7 %	3,4 %
Taux de chômage (%)	novembre	8,0	-0,1 †	-1,0 †
Taux d'activité (%)	novembre	65,6	0,4 †	0,7 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	septembre	38,9	0,1 %	3,0 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	septembre	604,28	-0,2 %	1,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	27,2	-0,6 %	7,2 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	25,6	0,5 %	7,9 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	septembre	1,6	-0,3	-0,1
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	octobre*	38,3	2,1 %	3,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	octobre*	39,5	4,1 %	3,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	octobre*	49,1	2,6 %	18,5 %
Ratio des stocks aux livraisons	octobre*	1,31	-0,03	0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	octobre	109,0	0,4 %	1,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	octobre	120,2	0,7 %	0,7 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	octobre	107,9	-0,3 %	-14,0 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	octobre*	100,2	0,1 %	1,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour
l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars
américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1998. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque
forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique,
reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de
l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite
préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper
for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 10 au 16 décembre 1998

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
Enquête financière sur les fermes (EFF)	1997	21F0008XIB	gratuit	gratuit
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS				
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	septembre 1998	67-002-XPB	18 / 176	18 / 176
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Un profil de la justice pour les jeunes au Canada	1997			
Internet		85-544-XIF	30	30
Papier		85-544-XPB	40	40
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations par pays	janv. à sept. 1998			
Microfiche		65-003-XMB	62 / 206	62 / 206
Papier		65-003-XPB	124 / 412	124 / 412
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	octobre 1998	44-001-XIB	5 / 47	5 / 47
Huiles et corps gras	octobre 1998	32-006-XIB	5 / 47	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	octobre 1998	41-011-XPB	7 / 62	7 / 62
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	octobre 1998	46-002-XPB	7 / 62	7 / 62
Produits livrés par les fabricants canadiens	1996	31-211-XPB	67	67
Transport du pétrole par pipelines	septembre 1998	55-001-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	octobre 1998	64-001-XIB	19 / 186	19 / 186
STATISTIQUES SOCIALES, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES				
Tendances sociales canadiennes	hiver 1998	11-008-XPB	11 / 36	11 / 36
TRANSPORTS				
Bulletin de service — Transports terrestre et maritime, vol. 14, n° 4	2 ^e trim. de 1998	50-002-XIB	10 / 62	10 / 62

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick, 2^e étage, casier 11
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courrier électronique :
atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Avenue Holland, immeuble R.-H.-Coats
Rez-de-chaussée
Parc Tunney
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (613) 951-0581
Courrier électronique :
infostats@statcan.ca

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
25, avenue St. Clair Est
Immeuble Arthur Meighen, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
123, rue Main
Édifice Via Rail, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courrier électronique :
statswpg@solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courrier électronique :
statcan@sk.sympatico.ca

Sud de l'Alberta

Services-conseils
Statistique Canada
3553, 31^e Rue N.-O.
Discovery Place, pièce 201
Calgary (Alberta)
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 292-4958
Courrier électronique :
degagnej@cadvision.com

Nord de l'Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Services-conseils
Statistique Canada
10001, Bellamy Hill
Park Square, 8^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (403) 495-5318
Courrier électronique :
ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
300, rue Georgia Ouest
Library Square Tower, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Courrier électronique :
stcvan@statcan.ca

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629